



Communiqué de Presse de la FTM CGT et de la FNME CGT

Avenir d'ArcelorMittal : Un enjeu crucial pour la souveraineté industrielle et énergétique !

La FNME-CGT et la FTM CGT s'inquiètent des annonces de licenciements sur les sites d'ArcelorMittal, principal acteur de la production d'acier en France, et de l'absence de garanties pour maintenir les installations sur le territoire national au-delà de 2030.

En parallèle, un peu partout sur notre vieux continent, les mêmes annonces se profilent dans tout le secteur de la sidérurgie !

Ces fermetures menaceraient non seulement des milliers d'emplois, mais aussi la capacité de notre pays à mener à bien des projets industriels d'envergure, tels que le nouveau programme nucléaire, les futures installations de traitement de combustible (confirmées lors du dernier conseil de politique nucléaire), ou encore les éoliennes (nacelle, pieux, rotor).

Les futurs réacteurs nucléaires nécessitent une quantité considérable d'acier, tant pour la construction que pour les éléments comme les tuyaux, les robinetteries, les rotors des turbines d'Arabelle Solutions. Concernant les gros composants, Industeel, filiale d'ArcelorMittal, fournit les lingots pour la cuve et les forgés, alimentant le Creusot Forge de Framatome.

La fermeture des sites d'ArcelorMittal mettrait en péril la fourniture de ces matériaux essentiels, compromettant ainsi la réalisation de ces projets stratégiques.

Il est impératif de maintenir une industrie de l'acier robuste pour garantir la souveraineté nationale et la continuité de nos filières industrielles. La situation des fonderies est également un sujet d'attention. Sans une production locale d'acier, la France sera dépendante des importations, ce qui pourrait entraîner des retards et des surcoûts pour les projets d'EPR. Il est temps de lancer de nouveaux programmes nucléaires pour soutenir toute la filière industrielle qui en découle !

Cette alerte a été formulée avec force par la CGT lors de la crise dite « corrosion sous contrainte », car pour remplacer certains éléments sur les centrales nucléaires arrêtées en 2022 et 2023, il a fallu importer des pièces forgées en acier, ce qui a mis en évidence la désindustrialisation et la dépendance de notre nation. Il s'agissait d'une crise majeure, où la France a frôlé la pénurie physique d'électricité et où les coûts d'énergie se sont envolés.

L'électricité bas carbone et au meilleur coût est incontournable pour faire tourner l'industrie, mais pour produire l'électricité il faut pouvoir disposer d'une industrie ! Pas d'industrie sans service public et pas de service public sans industrie !

La FTM-CGT appelle ce jour à une mobilisation pour défendre nos emplois et notre industrie, soutenue par la FNME-CGT. Nous devons préserver notre capacité à produire de l'acier en France, non seulement pour les besoins actuels, mais aussi pour les projets futurs qui sont essentiels à notre indépendance énergétique et industrielle, favorisant la lutte contre le réchauffement climatique. L'acier comme l'électricité est une matière d'avenir, stratégique et non substituable, la nationalisation d'Arcelor Mittal est un impératif. Pour la CGT, les secteurs de la sidérurgie et de l'Energie doivent être placés sous maîtrise publique.